

**ENVIRONNEMENT** ■ Le projet de charte entre l'État et le Parc du Morvan bute sur la gestion de la forêt privée

# Le gros point noir des coupes à blanc

Réunis en comité syndical, mardi, les élus du Parc naturel régional du Morvan devaient modifier le projet de charte 2020-2035, avant validation par le ministère de la Transition écologique.

Myriam Déborah

myriam.deborah@centrefrance.com

Le décret de classement du Parc naturel régional du Morvan (PNRM) expirera en 2020. Raison pour laquelle, depuis 2017, le territoire et ses acteurs travaillent à l'élaboration d'un nouveau projet pour la période de 2020-2037.

## Bras de fer

Le dossier est revenu, mardi, sur la table du comité syndical du PNRM, les discussions portant sur l'avis rendu par l'État, une étape clé du processus. « J'ai reçu un courrier du préfet de Région le 15 janvier, on est d'accord sur 95 % des sujets », a introduit son président, Sylvain Mathieu, avant l'examen des modifications du projet de charte.

Les 5 % restants visent la gestion de la forêt privée dans le Morvan. Actuellement, les propriétaires

d'une surface forestière de moins de 4 hectares jouissent d'une liberté de gestion de leur domaine. Autrement dit, les coupes à blanc (*coupe de tous les bois dans une zone donnée, ndlr*) sont soumises à autorisation. Et à partir de 25 hectares, cela passe par l'élaboration d'un plan simple de gestion (PSG)

en lien avec le centre régional de la propriété forestière (CRPF). Ces plans doivent garantir la gestion durable des forêts.

Or dans la rédaction du projet, le PNRM réclame que les coupes à blanc soient soumises à autorisation. Et à partir de 25 hectares, cela passe par l'élaboration d'un plan simple de gestion (PSG)

par les élus avec l'État porte principalement sur l'instruction de ces plans simples de gestion, processus dans lequel le parc réclame « de pouvoir rendre un avis consultatif ».

Représentée par son directeur adjoint, Bruno Derouand, la Direction régionale de l'agriculture et de la forêt rappelle « que

l'ensemble de ces dispositions [...] relève du code rural. Et que répondre aux demandes du PNRM revient à le modifier ». Et d'ajouter que « ce sont des engagements forts qui vont bien au-delà du contenu d'une charte ». Si l'État estime que le PNRM ne peut pas avoir de position contraignante, il s'engage en revanche « sur un travail partenarial entre le parc régional et la filière bois ».

## « Le risque est l'invalidation de la charte »

« On ne demande pas un droit de veto, mais une consultation », relève Sylvain Mathieu. Ce dernier met en doute l'efficacité des outils de concertation : « On en est à la quatrième charte forestière de territoire et on n'arrive toujours pas à réguler les coupes à blanc. »

Bien que la menace d'un recours devant le tribunal administratif ait été brandie, le texte a été validé en

l'état. Avec le risque d'ailleurs, d'un avis négatif du préfet de région, suivi du refus du projet par le ministère de l'Environnement qui va l'étudier. « On ne fait que de la consultation depuis dix ans et c'est justement ce qu'on nous reproche. À quoi sert le parc ? », s'interroge Sylvain Mathieu.

Présent en séance, Éric Houley, vice-président de la région Bourgogne Franche-Comté, en charge de la cohésion territoriale et des parcs, l'a assuré du soutien de la collectivité. « On considère que ce sont des demandes légitimes, mais le risque est l'invalidation de la charte. »

Car ce que les élus morvandéaux ont mis dans la balance n'est, ni plus ni moins, que l'avenir du parc régional. « Le terme ultime pourrait être la perte du label, avance Jean-Philippe Caumont, le directeur du PNRM. On veut en faire un cas d'école à l'échelon national parce qu'il y a d'autres territoires concernés ». La réponse du ministère de la Transition écologique est attendue en novembre 2019 ■



BRAS DE FER. Le parc veut peser dans le dossier des coupes à blanc. ILLUSTRATION JULEN RAPEGNO